

A bout portant

Luis Sepúlveda
Écrivain chilien

PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUELLE STEELS

L'écrivain Luis Sepúlveda est un ami de Michelle Bachelet, avec qui il a milité au sein des Jeunesses socialistes lors de la résistance au régime de Pinochet. Il vit actuellement en Espagne.

Comment décrire ce phénomène politique nommé Michelle Bachelet ?

C'est une femme contradictoire et fascinante. C'est quelqu'un qui assume pleinement son être féminin. Elle est porteuse d'une représentation féminine et généreuse du monde : sa conscience et son vécu de la ségrégation l'empêchent de céder à la perpétuation de cette ségrégation. Mais je dirais surtout que Michelle concentre le meilleur de sa génération : elle s'est forgée en pleine effervescence politique et sociale. Autrement dit, c'est une battante, une militante. Son plus grand atout politique, c'est non seulement d'avoir vécu la persécution, mais surtout de l'avoir dépassée, de ne pas l'utiliser

comme faire-valoir. C'est quelque chose que les Chiliens apprécient énormément. Parce que la torture ne l'a pas brisée : au contraire, elle l'a poussée à sublimer la violence.

Que vous inspire le fait que Pinochet soit encore vivant pour contempler l'arrivée au pouvoir d'une de ses ex-victimes ?

Une douce ironie du destin... Pinochet a dû assister aux résultats recrus chez lui, privé de ses droits civils, pour avoir lui-même ôté leurs droits fondamentaux à bon nombre de Chiliens. Il a eu le tort de ne pas comprendre que le Chili était habité par une conscience rebelle inébranlable, personnifiée par Michelle Bachelet aujourd'hui. Mais sa condition d'ex-persécutée ne va pas influencer directement sa politique. Son expérience, c'est son patrimoine personnel.

Pourrait-on tout de même atten-

« Pinochet qui assiste à la victoire de Bachelet : quelle douce ironie du destin ! »

dre de Michelle Bachelet qu'elle engage le pays dans un processus de récupération de la mémoire ?

Certainement. J'estime, d'ailleurs, pour ma part, que la véritable transition démocratique commence maintenant, avec elle. Les gouvernements précédents, y compris celui de Ricardo Lagos, refusaient d'assumer pleinement l'histoire telle qu'elle s'était déroulée. Bachelet, elle, va pouvoir mener à bien la réhabilitation de la figure d'Allende, ainsi que des valeurs dont était porteuse la résistance à Pinochet. Il n'est pas question de rouvrir des blessures anciennes. Car les blessures sont là, encore béantes : au Chili, des milliers de personnes sont encore à la recherche de leurs proches disparus. Bachelet peut contribuer à panser ces blessures. L'armée, par exemple, a encore une dette vis-à-vis de la société : demander pardon. Or, la nouvelle présidente s'entend bien avec les militaires et elle a été capable de

leur imposer son autorité en tant que civile. Cela facilitera les choses.

Bachelet doit aussi affronter l'héritage du régime de Pinochet sur le plan économique, soit les inégalités persistantes de la société chilienne.

Sur ce plan, son élection est source d'immenses espoirs. La gauche l'a portée au pouvoir en se basant sur la défense de certains principes : consacrer l'égalité entre Chiliens, par exemple. Pour cela, il faut approuver une nouvelle Constitution, qui évacue l'héritage constitutionnel de la dictature. Jusqu'à présent, ce sont les entreprises qui tiennent les rênes du pays et décident de son avenir. Il faut que la société chilienne au complet ait son mot à dire. Réduire les inégalités sociales, Bachelet peut y parvenir. L'Etat doit reprendre ses responsabilités en matière d'éducation et santé, des territoires d'où il s'était désengagé. L'une des premières mesures de la

nouvelle présidente sera d'ailleurs la création d'un fonds public qui garantisse l'accès à l'éducation des plus pauvres. Les plus pauvres, en réalité, représentent 65 % de la population !

Après Lula, Kirchner, Morales, Michelle Bachelet complète le « virage à gauche » de l'Amérique latine. Ses électeurs la veulent plus socialiste que Lagos. Mais certains la présentent déjà comme une alternative de gauche aux modèles populistes d'Hugo Chavez et Evo Morales. C'est le cas ?

Ces mouvements ont pu émerger grâce à la trêve des Etats-Unis, qui ont grandement atténué leur politique d'intervention en Amérique latine. Mais les comparaisons sont caduques. Chacun travaille sur une base différente. Pour Bachelet, une chose est sûre : il n'est pas question de liquider le système économique actuel. Il faut partir de la réalité éco-

nomique chilienne, du réseau de relations commerciales existant. Mais cela ne veut pas dire pour autant que le marché peut conditionner et interférer dans les politiques internes. Certaines choses doivent changer : l'Etat doit reprendre son rôle régulateur. L'excessive générosité du Chili vis-à-vis des investisseurs par exemple, doit prendre fin.

Bachelet incarne un modèle conciliateur : contrairement à Chavez, elle ne passe pas son temps à construire des barricades. En ce sens, elle serait plus proche de Lula ou de l'Uruguayen Tabaré Vazquez, des dirigeants qui ont une expérience de la diversité et qui savent qu'on ne peut tenir un discours unique sur l'Amérique latine. Bachelet est dénuée de toute agressivité, ce que certains membres de son parti n'ont pas compris et ont critiqué durant la campagne. Il faudrait que davantage de dirigeantes comme elle surgissent en Amérique latine, mais aussi à travers le monde. ■

Carte blanche

Pierre Ozer

Département des Sciences et gestion de l'environnement,
Université de Liège

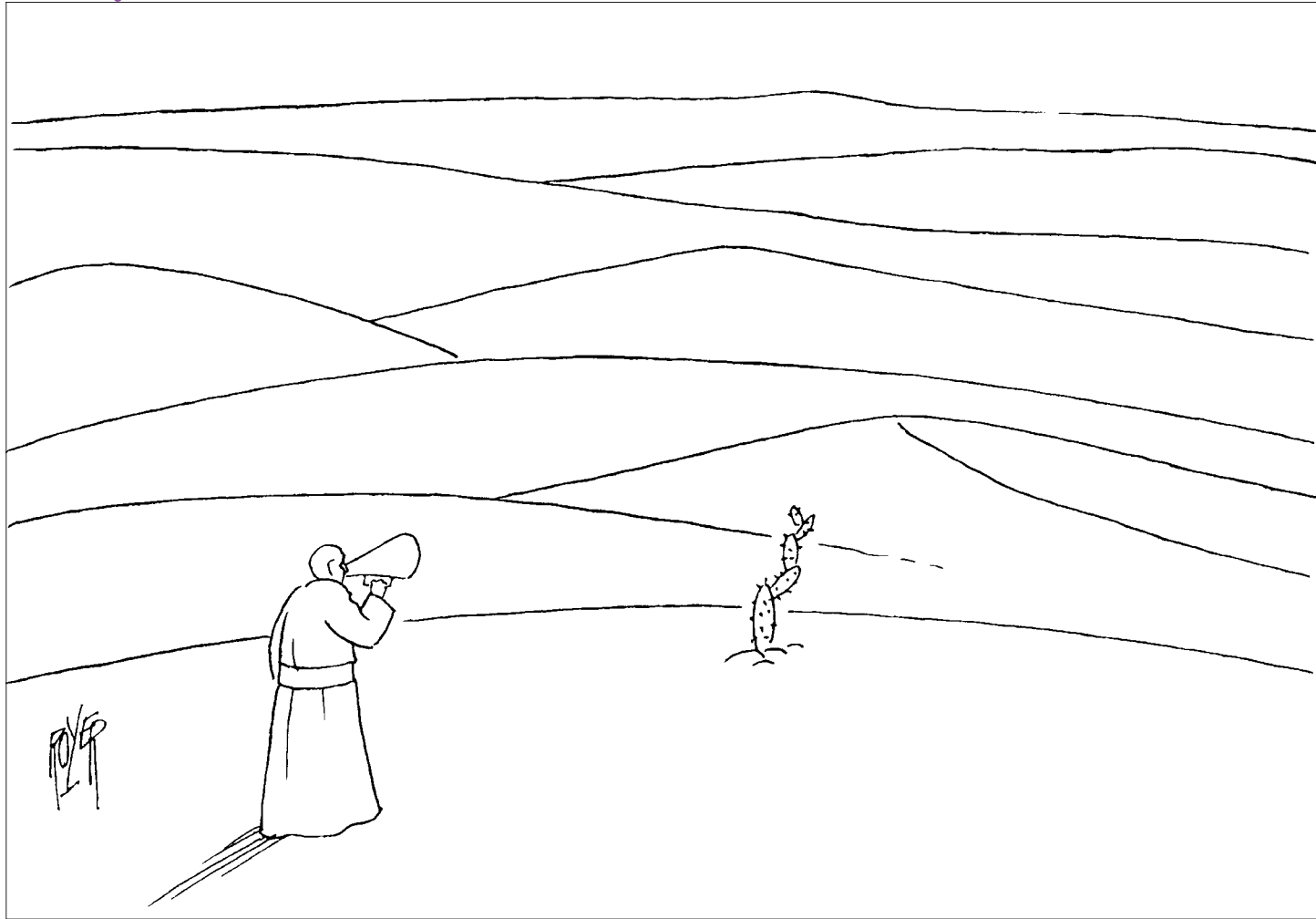
2006, année internationale de la lutte contre la désertification

La désertification est considérée comme l'une des problématiques environnementales les plus préoccupantes du XXI^e siècle. Par désertification, on entend la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et sub-humides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines. Cette dégradation environnementale affecte directement un milliard d'hectares et menace près de 35 % des terres de la planète ainsi que les moyens de subsistance de deux milliards d'individus. Les estimations des pertes financières mondiales dues à la désertification sont colossales, de l'ordre de 40 milliards d'euros par an.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes et traduisent à quel point la dégradation des terres arides est une entrave au développement des pays les plus pauvres. Suite au Sommet de la Terre de Rio en 1992, la communauté internationale s'est dotée d'un instrument juridique pouvant apporter une réponse globale forte à cette problématique. C'est ainsi que, en 1994, la Convention des Nations unies de lutte contre la désertification (Cnuld) a vu le jour. Cependant, la lutte contre la désertification souffre cruellement d'un manque d'intérêt, tant des médias que du politique à cause, entre autres, du caractère lent et surnois du processus. C'est pour cela que, malgré les défis que représente la lutte contre la désertification, la Cnuld ne bénéficie de d'un budget de base de 7,1 millions d'euros par an, la contribution belge ne s'élevant qu'à 75.000 euros. L'année 2006 est dédiée aux déserts et à la désertification, c'est l'occasion de braquer les projecteurs sur ce cancer environnemental qui est loin d'être une fatalité, mais qui reflète les inégalités Nord-Sud.

Dans certaines zones, la diminution, voire la disparition totale du couvert végétal favorise une augmentation importante de l'érosion éolienne. Cela se traduit par

Le Royer



un appauvrissement ininterrompu des sols ou par des routes qui se trouvent coupées par des dunes vives engendrant un surenclavement de zones déjà difficiles d'accès. Ailleurs, ces mêmes dunes recouvrent les terres arables et les canaux d'irrigation, compromettant de la sorte la sécurité alimentaire perpétuellement fragile. En d'autres lieux, ce sont les oasis qui se trouvent phagocytées par l'avancée continue de ces murs de sable, réduisant à néant les possibilités de cultures de contre-saison et les accès à divers points d'eau et détruisant implacablement habitations, dispensaires et écoles. Dans des cas extrêmes, on

ne trouve plus actuellement que la cuirasse latéritique là où, il y a trente ans, les terres étaient encore densément boisées.

Lutter contre ces processus est une lourde et longue tâche. La

« Progressivement, les migrations dues à la désertification n'ont plus de frontières »

Cnuld le sait et œuvre au mieux avec les moyens financiers dont elle dispose. Elle s'attache à travailler pour ces zones oubliées, marginalisées et parmi les plus pauvres de la planète.

Cette dégradation environne-

mentale, couplée à une croissance sans limite de la population, ne fait qu'augmenter la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire comme au Niger où plus de trois millions de personnes ont été menacées par la famine en 2005. Quand des communautés entières sont contraintes à épuiser leurs ressources naturelles pour assurer leur survie, la gestion durable des sols ne peut constituer une priorité. Mais arrive un moment où, faute de terres arables en suffisance pour faire pousser leurs récoltes ou pour élever leur bétail, beaucoup doivent se résoudre à migrer. Cet exil forcé s'oriente vers des zones plus fertiles, des agglomérations ou vers les pays du Nord, et est systématiquement associé à des conflits d'ordres divers.

L'afflux de ces réfugiés environnementaux se fait fortement ressentir au niveau des villes qui connaissent une explosion démographique difficilement contrôlable, entraînant une augmentation dramatique de la vulnérabilité de ces nouveaux arrivants aux maladies et aux risques naturels. Ainsi, en août 2005, près de 200.000 personnes des banlieues pauvres et surpeuplées de Dakar étaient les pieds dans l'eau, dans des conditions sanitaires déplorables et dans l'indifférence la plus totale

des médias occidentaux. Ces nouveaux quartiers spontanés, nés des grandes migrations consécutives à la vague de sécheresse des années 1980, se sont installés dans des dépressions jadis marécageuses où les eaux de pluie ne peuvent s'évacuer en l'absence de plan d'urbanisme et de réseau d'assainissement des eaux usées. Cette situation dramatique a suffi à multiplier les cas de choléra par dix par rapport à la moyenne. Mais, progressivement, les migrations dues à la désertification n'ont plus de frontières. Le triste exemple de ces immigrants tentant à tout prix de franchir, au péril de leur vie, les clôtures surmontées de fils barbelés protégeant les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc en est la preuve, sans compter tous les désespérés qui, chaque jour, tentent la traversée de la Méditerranée. Et ce n'est qu'un début car, selon les Nations unies, près de soixante millions de personnes quitteront les zones arides sub-sahariennes affectées par la désertification pour l'Afrique du Nord et l'Europe d'ici à 2020. Et à cette nouvelle étape de l'extension de la désertification, l'Europe n'est pas préparée... Et pourtant les solutions existent et nous les connaissons. Il est donc temps d'agir, de se ressaisir et de se mobiliser. Mais ce n'est pas gagné. Il y a quelques semaines, dans l'indifférence la plus générale, se tenait la septième Conférence des parties de la Cnuld. Plus de 2.000 personnes se sont réunies pour des négociations à propos d'un thème passionné. Après une longue nuit et plus de vingt-quatre heures de négociations, les Etats-Unis, face à des Européens peu convaincants, ont imposé une drastique diminution des ressources de la Convention, en refusant de tenir compte du taux de change euro/dollar. En clair, ils ne seront plus que trente à travailler à la Cnuld en 2006 contre quarante-trois l'année précédente... ■